

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 16/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAVERA ENERGIES SNC**

B.P. 13  
13117 Martigues

Références : GD/JPP-D-1423-2024  
SPR/1218/2024  
Code AIOT : 0006401519

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement LAVERA ENERGIES SNC implanté B.P. 13 Avenue du Gros Mourre Lavera 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAVERA ENERGIES SNC
- B.P. 13 Avenue du Gros Mourre Lavera 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006401519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Lavera Energies est une installation de combustion exploitant deux turbines (6FA et 6B). L'établissement est régulièrement autorisé pour ces installations au titre de rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées, rubrique qui vise les grandes installations de combustion.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réalisation audit interface	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Transmission audit	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Application résultats audit	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	16 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mis en évidence la non réalisation de l'audit "interfaces" prescrit par l'arrêté préfectoral du 18 février 2010. L'Exploitant a néanmoins précisé qu'il dispose de contrats avec Naphtachimie et Ineos et a mis en place des procédures au niveau des interfaces avec eux sur les différents fluides critiques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réalisation audit interface

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation audit méthodologique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser, par un organisme indépendant, un audit sur la méthodologie d'élaboration des procédures relatives aux interfaces et à leur gestion, entre exploitants de la plate forme. Cette méthodologie porte sur la marche normale, les arrêts, les démarrages, la marche dégradée des installations et la gestion des situations d'urgence. Cet audit porte sur les échanges de fluides critiques pour les réseaux vapeur (tout niveau dépression) et les gaz inflammables.
<b>Constats :</b>  L'Exploitant, précisant qu'il est exploitant pour la partie cogénération, et opérateur pour le compte du groupe Ineos pour l'unité CTES, indique qu'il n'a pas fait réaliser pour son compte l'audit prescrit par cet article.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Exploitant doit se mettre en conformité en respectant les prescriptions de l'article 2 l'arrêté du 18 février 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 2 : Transmission audit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Délais de transmission
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les conclusions de l'audit mentionné à l'article 2 sont transmises à l'inspection des installations classées dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Comme indiqué dans le point de contrôle précédant, l'Exploitant n'a pas fait réaliser l'audit prescrit par l'arrêté du 18 février 2010.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Exploitant doit se mettre en conformité en respectant les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté du 18 février 2010.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Application résultats audit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Domaine application
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats de l'audit sont étendus par l'exploitant à l'ensemble des fluides critiques pour la sécurité ou impliquant des substances ou des préparations dangereuses. Ils permettent notamment d'identifier et de corriger pour l'ensemble des fluides concernés les manquements de même nature que ceux identifiés par l'audit prévu à l'article 2, en matière de gestion des interfaces.</p> <p>Sous un délai de 16 mois à compter de la notification du présent arrêté, un audit est réalisé sur présenté à l'inspection des installations classées sur la bonne application de cette méthodologie. Ces procédures d'interface rentrent dans le cadre des audits internes réalisés par l'exploitant. Le programme d'audit est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>La liste des exploitants concernés est régulièrement mise à jour et elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué précédemment, l'Exploitant n'a pas fait réaliser l'audit prescrit par l'arrêté du 18 février 2010.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Exploitant doit se mettre en conformité en respectant les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté du 18 février 2010.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 16 mois